

# La police abandonne Scribe, un logiciel à 12 millions d'euros jamais mis en service

Par **Le Figaro**

Publié hier à 15:22,

Mis à jour hier à 16:16



L'actuel logiciel est repoussé par les enquêteurs : *«pas du tout intuitif, un vrai repoussoir»*, d'après France Inter *Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro*

## Il aurait dû moderniser le logiciel jugé daté de rédaction des plaintes. Un nouvel appel d'offres va être lancé.

Malgré quatre années de chantiers, le logiciel Scribe, qui devait remplacer l'actuel logiciel de rédaction des plaintes, est abandonné révèle France Inter. Selon ce dernier, la facture s'élève à 11,7 millions d'euros. Un choix qui fait grincer des dents dans les rangs de la police nationale. *«Ce n'est pas le plus gros fiasco côté financier de ses dernières années»*, confie à *France Inter* un responsable syndical policier. Un nouvel appel d'offres va être lancé.

Né le 9 novembre 2017, le marché avait été passé avec la société Capgemini pour le développer, et des enquêteurs de terrain avaient été associés au projet. Les heurts se sont enchaînés. Au bout de deux ans, le chef de projet est parti avec la moitié de son équipe. L'an dernier dans un audit Capgemini révèle qu'un problème dans l'architecture fragilise le projet. Malgré l'annonce d'un progiciel généralisé pour tous les services de police fin 2019, début 2020.

L'actuel logiciel est repoussé par les enquêteurs : *«pas du tout intuitif, un vrai repoussoir»*, d'après *France Inter*. *«Les policiers allaient pouvoir avoir de vraies arborescences, de vrais liens sur les écrans avec d'autres fichiers et logiciels internes»*, rapporte le média. *«À l'époque, tout se passait bien sur un autre grand projet numérique au sein de la police : le projet Néo (système logiciel pour les outils informatiques embarqués des agents sur le terrain, smartphone et tablettes)*. *«On ne pensait vraiment pas que tout allait planter ainsi sur Scribe»*, conclut un proche du dossier, auprès du média.

Un nouvel appel d'offres devrait être lancé dans les mois qui viennent pour la livraison d'un nouveau logiciel à l'horizon 2024.

**À voir aussi** - Emmanuel Macron, Édouard Philippe, Edwy Plenel... ciblés par un logiciel espion: Amnesty International résume l'affaire Pegasus